

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

GUSTAVE BIENAYMÉ

La fiscalité sur l'éclairage à Paris

Journal de la société statistique de Paris, tome 34 (1893), p. 373-383

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1893__34__373_0

© Société de statistique de Paris, 1893, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

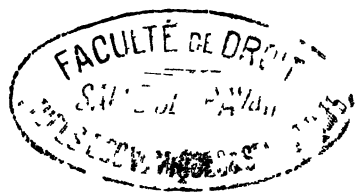
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 10. — OCTOBRE 1893.



I

LA FISCALITÉ SUR L'ÉCLAIRAGE A PARIS

I

LES MATIÈRES RÉSINEUSES.

Les Parisiens, sans avoir, comme les Septentrionaux, à tirer une clarté douteuse de la flamme du bois résineux, ne craignirent pas toujours d'enfumer leur intérieur avec des torches et des pots à feu où brûlait le goudron et longtemps en usèrent dans les grands espaces clos. Ils s'en servirent surtout en plein air.

Pour cette lumière peu vive nos ancêtres étaient tributaires de tarifs fort anciens (1). Les Parisiens pour qui a été constatée l'immunité fiscale presque constante d'une nourriture sommaire (2) et d'un chauffage de rencontre (3), n'ont peut-être pas toujours eu pareille immunité pour un éclairage si imparfait. Il est possible en effet que les droits mis passagèrement en 1341, 1350 et 1351 (4) et le

(1) A de Saint-Julien et G Bienaymé, *Histoire des droits d'entrée et d'octroi à Paris*. Paris, 1887, in-8°. Ouvrage couronné par l'Institut.

(2) *La Fiscalité alimentaire et gastronomique à Paris*, par Gustave Bienaymé. *Journal de la Société de statistique de Paris*, février 1890.

(3) *La Fiscalité sur le combustible à Paris*, par Gustave Bienaymé. *Journal de la Société de statistique de Paris*, août 1892.

(4) Droit de vente sur la poix noire et blanche, sur le pied, pour les 100 livres pesant, de 4 deniers parisis en 1341, 6 deniers en 1350 et 9 deniers en 1351.

sol pour livre général de 1360 à 1465 (1) les fit atteints. Ce qui est certain c'est l'assujettissement des matières résineuses en 1640 et leur maintien sur les tarifs parisiens jusqu'en 1791 (2). Entre ces deux dernières dates, les classes inférieures de la population auraient dû se ressentir de l'imposition aussi bien que les autres classes, si le progrès n'avait pas écarté des usages celui des produits résineux. Leur emploi paraît n'avoir plus été réservé qu'aux voies publiques... quand on les éclairait, car lorsque vint l'établissement régulier des lanternes à Paris (1667), celles-ci furent pourvues de chandelles.

Les seuls qu'atteignit, quelque temps encore, l'impôt, furent ceux que leur rang social autorisait à aller de nuit par les rues escortés de torches, si toutefois, ce qui n'est pas probable, cette coutume persista jusqu'au moment où l'importance de la taxe devint appréciable.

II

LA CHANDELLE.

Parmi les Parisiens recourant aux corps gras pour s'éclairer, ceux qui ne pouvaient que tremper quelques brins de chanvre dans un godet garni d'une graisse comparable à celle de nos lampions payaient peut-être autant que les Parisiens usant du suif accumulé autour d'une mèche homogène pour former « chandelle plongée ou moulée ».

En effet, c'était comme matières premières que les substances propres à l'éclairage figuraient sur les plus anciens tarifs (3).

Au *Livre des métiers* d'Étienne Boileau (1268) le mot « chandoile » ne se trouve pas en tant qu'objet soumis à l'impôt, c'est le suif, la matière première, qui figure comme assujetti et encore, à part un minime tonlieu dont il est question dans la partie consacrée aux « chandeliers de sieu », le suif paraît-il avoir payé plutôt comme substance animale que comme substance ouvrable.

Pourtant l'article ainsi conçu : « nus chandeliers de suif ne puet metre sains ne oinst avec son suif » tendait à spécifier comme seule bonne pour la fabrication celle des matières graisseuses tirées des animaux qui a la propriété de durcir après la fonte, et à écarter celles qui restent molles en se figeant.

On ne trouve ni le suif ni les graisses parmi les objets frappés de droits de vente et de revente en 1341, 1350 et 1351 ; mais on a la preuve qu'ils furent soumis à l'imposition générale du sol pour livre du prix de vente en 1360 (4).

C'est seulement en 1640 que la chandelle figura nommément sur un tarif parisien, alors que celui du Barrage porta un droit de 5 sous pour l'entrée d'un cha-

(1) Les matières résineuses n'étant pas dénommées dans l'Ordonnance royale du 3 août 1465 portant abolition des droits mis à Paris sur les denrées et marchandises, il se peut que ces matières aient été exemptées antérieurement.

(2) Les 2,000 livres pesant de poix grasse, goudron, brai, bitume, payaient à l'entrée de Paris : 5 sous en 1640, 15 sous en 1651, 1 livre en 1692, 4 livres en 1693, 8 livres en 1705, 15 livres en 1730, 25 livres en 1758, et 39 livres 19 sous de 1781 à 1791.

(3) *Histoire des droits d'entrée et d'octroi à Paris*, etc. Tableau n° 13, p. 116-120.

(4) Les suifs et les graisses figurent dans l'Ordonnance d'abolition de 1465.

riot ou d'une charrette (1), ce qui correspondait à 3 deniers pour 100 livres pesant.

La consolidation en 1651 de droits royaux tombés en désuétude, sous le nom de droits de Domaine, soumit le chariot ou la charrette de suif — la chandelle n'est pas nommée — à 7 sous 6 deniers, ce qui correspondait à 4 deniers 1 obole pour 100 livres pesant.

L'importance de ces droits de Barrage et de Domaine était minime, car leur quotité rapprochée du prix de la chandelle, qui était alors de 6 à 7 sous la livre, est à peine chiffrable. Lorsqu'en 1659 les chandelles éclairaient de leur lumière douteuse les *Précieuses ridicules*, le fisc n'avait pas plus d'intérêt avant qu'après « qu'elles fussent allumées ». Il en était encore de même vingt ans après (2).

En 1692 les droits de 1648 et de 1651 furent réunis sous le nom de *Domaine et Barrage* et fixés à un sou les 100 livres pesant (3). Au même prix de 6 à 7 sous la livre de chandelle (4) le droit ressortait à environ 0,15 p. 100.

Ce dernier tarif qui, comme les deux précédents, concernait beaucoup d'objets, obviait à la désignation imparfaite et à l'omission de certaines marchandises. C'est ainsi que, cette fois, le suif et la chandelle étaient indiqués l'un et l'autre avec le même droit, tandis qu'en 1640 la chandelle seule était nommée et qu'en 1651 ce n'était que le suif qui figurait.

Par cette indifférence de dénomination on voit qu'il n'était pas tenu compte de la main-d'œuvre et que c'était la matière manufacturée ou non que la fiscalité entendait assujettir.

La préoccupation d'assurer la bonne qualité du suif indépendamment de son produit industriel remontait haut. Déjà le *Livre des métiers* en témoignait et on y constate l'existence de courtiers de graisses qui percevaient 12 deniers pour 100 livres pesant. Des ordonnances du roi Jean en 1350, de la prévôté de Paris en

(1) Comme la contenance de ces véhicules était variable, on avait pris pour unité conventionnelle la charge de 2,000 livres pesant, non pas — croyons-nous — que les véhicules en question fussent, au point de vue fiscal, réputés contenir cette charge unique, mais pour faire payer la taxe portée au tarif par la quantité introduite sur le pied de ces 2,000 livres.

(2) « L'établissement qui fut fait, en 1668, des lanternes publiques pour éclairer Paris, donna lieu à une plus grande consommation de suif. Les bouchers voulurent prendre ce prétexte pour en augmenter le prix, et le firent en effet; les chandeliers parurent même être de concert avec eux pour avoir occasion d'augmenter aussi le prix de la chandelle, à proportion de celui du suif, et même au delà. Le Magistrat de police en fut bientôt averti; et après s'être fait rendre compte du bon marché des bestiaux et de l'abondance des suifs, il rendit une ordonnance le 12 mars 1669 par laquelle il fixa la chandelle à sept sols la livre et fit défenses aux chandeliers de la vendre à plus haut prix, à peine de deux cents livres d'amende. Cela déconcerta le monopole.

« Ce prix de sept sols la livre de chandelle fut toujours maintenu, pendant neuf à dix ans, par une semblable ordonnance renouvelée de temps en temps. » Delamare, *Traité de la police*, Paris, 1742, t. II, p. 640.

(3) C'était le total des 3 deniers de 1640, des 1 deniers obole de 1651 et de 2 autres deniers obole pour les droits additionnels mis de 1651 à 1658 sous le nom de *Parisis, sol et six deniers* lesquels montaient ensemble à un peu plus du tiers du principal. Ce total (10 à 11 deniers) avait été arrondi pour faire un sou.

(4) M^{me} de Maintenon, dans sa lettre de 1678 au comte d'Aubigné, son frère, évalue le prix de la chandelle à 8 sous la livre et elle ajoute : « Je mets une livre de chandelle par jour; c'en sont huit, une dans l'antichambre, une pour les femmes, une pour les cuisines, une pour l'écurie. Je ne vois guère que ces quatre endroits où il en faille. Cependant, comme les jours sont courts, j'en mets huit; et si Aimée est ménagère et sache serrer les bouts, cette épargne ira à une livre par semaine. »

1357, de Charles IX en 1567, de Henri III en 1577, etc., avaient réglementé la police des suifs dont étaient chargés des « officiers prud'hommes » qui relevaient du commerce de la boucherie, laquelle avait depuis l'origine le monopole de la vente des suifs. Ces charges plus ou moins bien remplies firent place en 1693 à des offices de contrôleurs-visiteurs de suifs avec attribution d'un sou par livre pesant. Mais, les offices n'ayant pas été achetés, des commis du roi exercèrent le contrôle et leur rétribution ou son prétexte fit maintenir le nouveau droit.

Celui-ci avait, bien entendu, augmenté le prix des suifs et des chandelles d'un peu plus que de son *quantum* et la livre se vendait maintenant 8 à 9 sous.

Les 5 livres du nouveau tarif avec le sou de 1692 étaient dans le rapport de près de 12 p. 100 avec le prix.

La même année 1693, 3 sous furent ajoutés pour le *poids-le-roi* (1), puis en 1705 s'y joignirent 4 sous pour le *doublement* du domaine, du barrage et du *poids-le-roi*.

En 1707, à l'occasion de nouveaux règlements pour la vente des suifs par les bouchers, fut mis un nouveau sou par livre pesant (5 livres tournois).

Ces augmentations successives avaient porté le droit à 10 livres 8 sous en principal et des droits additionnels étaient venus entre temps l'augmenter, de sorte qu'en 1715 le droit total montait à 13 livres 2 sous. La proportion calculée avec le prix d'alors, environ 10 sous la livre, était de 26 p. 100.

Le prix étant resté le même pendant une soixantaine d'années tandis que le droit s'était élevé jusqu'à 17 livres 6 sous 1 denier, la proportion avait atteint 29 p. 100 (2).

En 1776, à l'occasion de la liberté donnée à la vente des suifs, conséquence de l'affranchissement du commerce des bestiaux, plusieurs droits existant à Paris furent convertis en un seul qui, avec d'autres conservés, abaissa le total à 2 livres 10 sous (3).

C'est ce qui durait encore en 1791 et, comme pendant les quinze dernières années avant cette date, qui est celle de la suppression des droits d'entrée, le prix de la livre de chandelle avait monté à 15 sous, le rapport fiscal n'était plus qu'un peu au-dessus de 3 p. 100.

C'était donc sous Louis XIV (12 à 26 p. 100) et sous Louis XV (29 p. 100) que l'éclairage des gens du commun avait le plus rapporté au Trésor royal, car la Ville n'était pour rien dans l'impôt sur les chandelles. C'était pendant ces temps si

(1) Jadis domanial, aliéné pour moitié au chapitre de Notre-Dame-de-Paris et, après changements divers, rentré en la possession de la Couronne.

(2) En 1719, la suppression des *deux sols par livre pesant* et de leurs droits en sus avait réduit la taxe à 10 sous; mais, dès 1720, un denier par livre pesant était mis pour rémunérer des commis chargés de réprimer les abus dans les ventes; puis (1721), jugé insuffisant, ce denier fut remplacé par l'ancien sou par livre pesant. En 1730, des *gardes de nuit-plancheurs* donnèrent lieu à une augmentation de 7 sous et la taxe fut de 5 livres 15 sous 4 deniers. En 1748, le doublement du sou par livre pesant motiva 5 nouvelles livres. En 1758, le *Don gratuit* augmenta de 10 sous, et les nouveaux droits additionnels de 1760, 1763 et 1771 firent monter le droit total à 17 livres 6 sous 1 denier.

(3) Le plus fort de ces droits était celui de 5 livres par quintal et, avec d'autres bien moindres, il était converti en « un droit de 1 livre 18 sous 9 deniers $\frac{3}{5}$ pour, avec les droits de Domaine, Barrage, Poids-le-roy et sous pour livre d'iceux qui se montent à 11 sous 2 deniers $\frac{2}{5}$, former une somme de 2 livres 10 sous par quintal ou 6 deniers par livre de suif ou de chandelle ». (Arrêt du Conseil du 5 février 1776).

lourds généralement aux contribuables qu'il en avait vraiment beaucoup coûté de par le fisc pour ne pas rester dans les ténèbres.

La suppression de l'octroi en 1791 et l'immunité dont le suif et la chandelle jouirent jusqu'en 1818 n'influèrent pas sur leur prix non plus que les 2 fr. 30 c. et 3 fr. 60 c. qui frappèrent les 100 kilogrammes, de cette date à 1852. Le rapport oscilla au-dessous et au-dessus de 2.50 p. 100, de sorte que pendant la première moitié de notre siècle la fiscalité fut, pour ainsi dire, étrangère à l'éclairage des particuliers pauvres ou de moyenne aisance. Mais depuis pas mal d'années déjà, en 1852, où il y eut une nouvelle fixation, la chandelle était reléguée dans les mansardes et dans les cuisines, grâce au progrès de l'industrie qui avait permis l'usage de la stéarine.

Réduit en 1852 à 3 fr. 384, porté en 1855 à 7 fr. 20 c. et mis depuis 1874 à 12 fr., le droit a été successivement, par rapport au prix, de 4 à 5 et de 9 à 10 p. 100. Il est actuellement à peu près à ce dernier taux.

III

LA BOUGIE STÉARIQUE.

Quoique découverte en 1825, la bougie stéarique, qui n'est du reste qu'une chandelle de suif saponifié, est seulement entrée dans les usages vers 1835. C'est du moins la date de son apparition sur le tarif de l'octroi parisien et on sait que la mise d'un objet au nombre de ceux imposés est le signe de son emploi presque général depuis un certain temps, or les droits nouveaux sont d'ordinaire assez faibles ; celui de 1835 (0 fr. 082 le kilogr.) par rapport au prix d'environ 5 fr. 50 c. ne ressortait qu'à 1.50 p. 100. Il n'en fut guère autrement quand, en 1848, le droit fut porté à 0 fr. 09 c.

A la fin de la même année 1848, la proportion fiscale s'éleva à près de 3 p. 100 un moment, quand un droit de 12 fr. frappa les 100 kilogr. de « bougies acides stéariques et margariques et autres substances pouvant remplacer la cire » (1) ; ce taux fut même sensiblement dépassé avant et après 1852, malgré l'abaissement, à cette date, du droit à 11 fr. 28 c. En 1855 le droit ayant été porté à 19 fr. 20 c., ce fut de 5 à 9 p. 100 que monta la proportion jusqu'en 1874 (2). Alors avec le droit à

(1) Aux substances énoncées sur les tarifs édictés de 1848 à 1855, celui de 1874 en ajoutait d'autres telles que la paraffine, le sperma ceti (blanc de baleine), etc. C'est que ces matières obtenues ou traitées avec des méthodes nouvelles par l'industrie moderne, grâce aux indications de la chimie, avaient, déjà depuis quelque temps, été employées à fabriquer des bougies demi-transparentes dites diaphanes. Il va sans dire que le prix de celles-ci relativement élevé donne une proportion fiscale plus faible que pour les bougies ordinaires.

(2) La loi du 30 décembre 1873 frappa d'une taxe de consommation pour le Trésor montant à 25 fr. les 100 kilogrammes d'acide stéarique et autres matières à l'état de bougie ou de cierge fabriqués en France. Avec les deux décimes existant — le nouveau décime établi par la même loi n'est pas applicable — cette taxe est de 30 fr. Il ne semble pas qu'elle doive entrer dans l'évaluation de la fiscalité parisienne, car, quoiqu'elle se superpose dans les villes à octroi à la taxe municipale, elle ne leur est pas spéciale et n'est pas perçue comme droit de consommation urbaine.

Pour les chandelles mélangées de la stéarine qui leur donne la rigidité, il n'y a pas application de la

24 fr. elle alla à 10 p. 100 et se maintint aux environs jusqu'à l'abaissement de prix qui s'est produit dans ces dernières années. Comme le droit n'a pas changé depuis 1874, il y a eu augmentation d'importance pour la fiscalité en question qui, du reste, est la seule intéressante depuis que les bougies de cire sont devenues un objet de grand luxe et même ne sont plus consommées du tout.

IV

LA CIRE.

La cire se voit dans le *Livre des métiers* avec un droit de vente de 4 deniers parisis par charrette passant le petit pont.

Le prix élevé de la cire à cette époque ressort de l'interdiction, faite par ordonnance de Philippe le Bel en 1294, à tous autres que les nobles et les membres du haut clergé de brûler « torches de cire ». On peut en conclure que la proportion fiscale n'était pas forte alors.

Elle ne paraît pas l'avoir été quand, près d'un siècle plus tard, furent mis passagèrement des droits de vente (1).

On a la preuve que la cire a supporté le sol pour livre à la vente de 1360, puisqu'on la trouve parmi les objets pour lesquels cette imposition a été supprimée en 1465.

Pour ce qui est de cette dernière date à celle de 1640, c'est-à-dire pendant près de deux cents ans, l'immunité d'impôt paraît avoir été presque complète pour la cire à Paris (2).

Il n'y a donc pas à utiliser ici les nombreux documents qui du moyen âge au milieu du xvii^e siècle donnent le prix de la cire brûlée pour l'éclairage des repas, pour le luminaire des obsèques, etc. Ce sont seulement les 20 à 30 sous que coûtait la livre de bougie vers 1640, date de la taxation certaine, qui peuvent fournir la base d'un calcul avec les 5 sous payés par les 2,000 livres pesant. La proportion tirée est bien minime (3) et de même ensuite malgré les augmentations successives (4).

taxe, pourvu que la mèche soit à fils droits et parallèles. En effet, quelle que soit la composition des chandelles et bougies, c'est leur mèche, tissée, tressée ou moulinée, ayant reçu une préparation chimique, qui est le criterium de l'application de la taxe. Il s'ensuit que ce sont les bougies stéariques qui tombent principalement sous cette application.

(1) Par balle ou par pain de cire poulaine (de Pologne) 2 sols parisis en 1341; 3 sols en 1350 et 4 sols 6 deniers en 1351.

(2) Quoiqu'on ne puisse être certain que le droit d'entrée constaté pour le xiii^e siècle ait continué à être perçu, on peut penser qu'un autre droit a persisté probablement, celui du *Poids-de-la-cire* qui était l'objet d'une ferme distincte de celle du *Poids-le-roi*. Elle relevait de la chancellerie, vraisemblablement à cause de la cire servant à sceller les chartes, lettres, mandements, etc., du roi. Le *quantum* de ce droit n'est pas connu.

(3) Sans abuser de la lettre de M^{me} de Maintenon (1678), on peut faire remarquer qu'il s'y trouve le passage suivant : « Je mets 10 sous en bougie et il y en aura six à la livre qui durera trois jours. » Cela fait 5 sous par bougie ou 30 sous pour la livre. Le droit de 5 sous pour les 2,000 livres ressortait donc à peu de chose, même pour toute l'année.

(4) En 1692 le droit fut porté à 1 livre et l'année suivante 3 autres livres furent ajoutées pour le *Poids-le-roi* commun, avec des quotités diverses, aux objets dits *œuvres de poids*. Dans ce droit de 1693 venait s'absorber celui du *Poids-de-la-cire* dont il vient d'être parlé. En 1705 le droit total fut porté à 8 livres.

Un siècle après, en plein règne de Louis XV, les 15 livres par 2,000 livres pesant (1) au prix d'un peu plus de 2 livres chaque, ressortaient à 0.33 p. 100 environ et certes cette faible proportion fiscale ne gêna aucun de ceux qui avaient le moyen de s'éclairer avec la cire ou que la coutume y autorisait.

En 1781, la fiscalité de la cire devint appréciable à cause de l'imposition d'un sou par livre pesant laquelle, avec les droits antérieurs (2), fut dès lors passible de 2 sous 2 deniers. Au prix de 2 livres 10 sous que la livre de cire avait atteint, la proportion était entre 5 et 6 p. 100. C'est ce qui dura jusqu'à la Révolution.

Pour être plus forte, cette proportion ne dut pas gêner beaucoup les consommateurs. Eurent-ils à se féliciter beaucoup de l'immunité qu'amena la fin de l'ancien régime ? Il n'est pas probable qu'ils s'en soient aperçus, car le renchérissement qu'on constate dans les premières années du XIX^e siècle avait commencé avant le rétablissement de la cire sur le tarif parisien qui est de 1817.

Alors le droit fut de 0 fr. 66 c. le kilogramme et il dut contribuer à l'augmentation du prix qui monta à 7 fr. le kilogramme. La proportion fiscale fut de plus de 9 p. 100. Aussi dès 1822 réduisit-on le droit de moitié et ne revint-on plus à ce taux (3). Depuis 1874 le droit est de 42 fr. les 100 kilogr. de cire blanche, sperma ceti raffiné et pressé ou de cire jaune.

Or, depuis près d'un demi-siècle la fiscalité de la cire n'a plus d'intérêt en ce qui concerne directement l'éclairage, puisque l'emploi a cessé en même temps que s'introduisait et progressait l'invention des bougies stéariques. Toutefois, l'emploi de la cire à la confection des rats-de-cave, veilleuses, allumettes-bougies, etc., fait durer l'intérêt de la fiscalité en question, qui peut s'évaluer sur les mêmes bases que pour les bougies de cire, car pour ces produits industriels, il n'y a pas de tarification spéciale.

Le même calcul peut être appliqué à une des industries les plus anciennes et sans doute fort durable, celle des cierges. Mais, sans discuter si l'on doit classer avec l'éclairage le luminaire que la liturgie fait brûler dans une intention symbolique, il n'y a pas beaucoup à s'arrêter sur ce sujet. De même que, pendant tout l'ancien régime, aux temps des plus durs impôts, du fait de la cire allumée dans les flambeaux, torchères, etc., des salles de festin ou des boudoirs, le fisc n'a rien retranché aux plaisirs publics ou privés, de même n'a-t-il gêné, en imposant la cire destinée au luminaire sacré, aucune pompe du culte et aucune manifestation de la piété. C'est tout au plus si, pour les périodes modernes, excepté de 1817 à 1822 où, comme on vient de le voir, la proportion a été de plus de 9 p. 100, la main du fisc s'est fait sentir.

(1) Le droit était à ce chiffre depuis 1730; il arriva à 25 livres en 1758.

(2) Ces droits avaient monté à 39 livres 19 sous pour les 2,000 livres pesant,

(3) En 1822 le kilogramme de cire blanche et de sperma ceti raffiné ou pressé ne fut plus passible que de 0^f,33. Il le fut de 0^f,36 en 1848 à cause du deuxième décime. Le droit pour les 100 kilogr. fut de 33^f,84 en 1852 et de 33^f,60 en 1855.

La cire jaune et le sperma ceti brut paya 0^f,22 le kilogr. en 1822, 0^f,24 en 1848, 22^f,56 les 100 kilogr. en 1852 et 22^f,80 en 1855.

V

L'HUILE VÉGÉTALE.

Si le suif et la chandelle ont constitué longtemps l'éclairage des Parisiens peu fortunés, si la cire a eu, longtemps aussi, le privilège d'éclairer les puissants et les riches de la capitale, l'huile a toujours servi aux habitants de toutes classes, ceux réduits à n'imbiber que d'un épais liquide la mèche grossière de la lampe primitive, comme ceux brûlant de l'huile épurée dans des lampes luxueuses.

Les uns et les autres ont été, au moins depuis le XIII^e siècle, assujettis à l'impôt (1) et celui-ci n'a jamais été distinct pour les huiles à brûler (2).

Jusqu'à sa suppression révolutionnaire en 1791 l'impôt sur les huiles a été réparti entre le Trésor royal, les hôpitaux et les officiers de police, soi-disant contrôleurs des ventes. La Ville n'en a jamais rien eu.

Ce fut encore le Trésor royal qui perçut le droit d'entrée rétabli en 1817 ; mais dès 1822 le droit passa à la ville à titre d'octroi et lui resta jusqu'en 1873, pour revenir au Trésor, auquel l'octroi le reprit l'année suivante pour le garder jusqu'à maintenant (3).

Quelle a été, au cours de ces changements, la proportion fiscale ? Excessivement faible pour toute la période antérieure à la Révolution, puisque le droit le plus élevé atteignait à peine 1 p. 100 du prix.

Vers 1769 l'éclairage public commença à employer le réverbère, c'est-à-dire la lanterne contenant la lampe à huile avec mèche plate et munie d'un réflecteur ; mais ce n'est que de 1782 à 1789, par l'invention de la lampe à double courant d'air d'Argand (4), perfectionnée par Lange et Quinquet, que s'opéra la véritable trans-

(1) Le *Livre des métiers* mentionne un droit de 6 deniers par somme et de 4 deniers par muid entrant à Paris par le Petit-Pont, un droit de *rvage* d'une obole par tonneau entrant par eau et un *tonlieu* d'un denier pour la vente de ce tonneau. Le tout en monnaie paris.

Le sol pour livre de 1360 fut appliqué à l'huile.

En 1415 des droits de *jaugeur* de 6 deniers par muid vinrent s'y ajouter, mais ce n'est qu'en 1640 que le droit d'entrée qui, sans doute était tombé en désuétude, figure sur le tarif du *Barrage*. De 5 sous pour les 2,000 livres pesant, il s'élève rapidement par bonds inégaux. Il est de plus d'une livre en 1658, de 2 livres en 1705, de 9 livres 10 sous en 1730, de 21 livres 5 sous en 1758 et de 29 livres 5 sous 1 denier en 1781. En 1782 il est réduit à 5 livres et c'est à ce taux que le trouve la Révolution.

(2) Sous l'ancien régime, les huiles de toute espèce payaient le même droit à l'entrée de Paris, excepté au moyen âge où l'huile d'olive était soumise à des droits spéciaux. Cette exception a été reprise en 1817 quand l'huile a reparu sur le tarif et il y a eu pour celle d'olive un droit double, tandis que les autres restaient confondues comme elles le sont encore.

(3) Le droit du Trésor avait été fixé en 1817 à 20 fr. par hectolitre d'huile autre que celle d'olive ou parfumée. C'est au même taux qu'il était devenu droit d'octroi en 1822 ; mais, diminué en 1832, il n'était plus, décime compris, que de 16^f,50. Il remonta en 1832 à 22 fr. En 1848 un deuxième décime le porta à 24 fr. En 1851 il fut de 26^f,40, mais en 1852 il n'était plus que de 24^f,816. En 1854 il avait été rehaussé à 25^f,20. Quand (1873) le Trésor reprit le droit, ce fut à raison de 15 fr., décimes compris, par 100 kilogr. et quand (1874) l'octroi l'eut de nouveau, ce fut avec 32^f,79 pour la même quantité.

(4) La lampe d'Argand avait une mèche circulaire et une cheminée en verre activant le passage de l'air à l'intérieur et à l'extérieur de la mèche et qui amenait l'oxygène nécessaire à la combustion complète.

formation de l'éclairage ancien en éclairage moderne. Or, par une sorte de contradiction fiscale, ce fut précisément la date d'une réduction de droit précédant la suppression révolutionnaire.

L'immunité durait quand (1800) Carcel inventa la lampe qui a porté son nom (1), mais le perfectionnement de Gagneau en 1817 coïncida — fortuitement sans doute — avec la réapparition de l'huile sur le tarif et la proportion fut de 15 p. 100 environ jusqu'en 1831. Puis de 13 et 14 p. 100 de là à 1848. Entre temps (1836), Franchot avait créé la lampe modérateur (2) qui par la simplicité de son mécanisme et par le bas prix en résultant était à la portée de tous. Après 1848, la proportion fiscale s'éleva à 19 p. 100 et en 1851 elle atteignit 22 p. 100 pour redescendre à 20 p. 100 de 1852 à 1872. Depuis longtemps la lampe modérateur n'avait subi de changement et son usage de plus en plus répandu n'était pour rien dans la proportionnalité de l'impôt. Si en 1873 celle-ci a baissé jusqu'à près de 12 p. 100, c'est que le droit avait été diminué et si depuis 1874 les taux de 25 à 28 p. 100 ont été atteints — à présent c'est 27 environ, — la cause en doit être cherchée dans l'abaissement considérable du prix de l'huile.

Du reste, pendant que la lampe modérateur se démocratisait davantage, voici qu'elle avait à soutenir la concurrence d'un éclairage encore plus simple et plus économique.

VI

LES HUILES ET ESSENCES MINÉRALES.

« L'huile de pétrole » est une vieille connaissance pour le fisc, car elle figure parmi les épiceries-drogueries imposées dès longtemps à l'entrée de Paris, mais son emploi était surtout pharmaceutique et son application à l'éclairage est restée une simple question de curiosité jusqu'à la moitié du présent siècle.

Le bon marché de ce liquide et de ceux de même nature les a fait d'abord brûler dans les petits ménages ; la classe moyenne venait de commencer à les adopter quand l'octroi les assujettit à 18 fr. l'hectolitre (1865), décimes compris. Une augmentation (1874) portant le droit total à 21 fr. 60 c. constitue toute leur histoire fiscale à Paris. Dès alors et surtout depuis, les progrès apportés à l'épuration des huiles et essences minérales et le perfectionnement des lampes alimentées par ces produits les ont fait pénétrer dans les plus riches demeures. Aussi des variétés prétendues meilleures et moins dangereuses les unes que les autres se disputent-elles la faveur des Parisiens.

Pendant que la taxe a été de 18 fr. l'hectolitre (1865-1873), les prix ont varié de 55 à 65 fr., soit une proportion fiscale de près de 27 à plus de 32 p. 100. Depuis 1874 que la taxe est de 21 fr. 60 c., l'hectolitre des produits ordinaires s'est vendu

(1) Carcel, remédiant au vice capital de la projection de l'ombre du réservoir dans la lampe d'Argand, mit celui-ci à la partie inférieure de la lampe, chargeant un ingénieux mouvement d'horlogerie, actionnant une pompe foulante, d'élever l'huile au niveau de la mèche au fur et à mesure de la consommation.

(2) Le mouvement d'horlogerie des systèmes Carcel et Gagneau est remplacé par un ressort agissant sur un piston.

dans les mêmes prix, soit une proportion moyenne de 30 p. 100 ; mais les huiles bien épurées et les essences de choix ont coûté jusqu'à 90 fr., ce qui a baissé la proportion à 25 et même à 24 p. 100.

On voit que c'est l'application des liquides minéraux les mieux raffinés à un brillant et luxueux éclairage qui prête le moins à la fiscalité et que l'emploi de liquides communs dans des appareils très simples est celui qui procure à l'octroi (1) la plus forte et peu démocratique proportion.

VII

LE GAZ.

Depuis qu'on emploie le gaz à Paris, il est tributaire de la caisse municipale à raison de la houille brûlée pour le produire. On pourrait donc établir de combien ont été augmentés les frais de l'industrie et du commerce pour l'éclairage des ateliers, magasins, boutiques et lieux de réunion comme aussi les charges des maisons de rapport pour les becs posés dans leurs cours et escaliers. Toutefois, il ne saurait être ici question de ces calculs, la présente étude étant limitée à la fiscalité de ce qui se consomme dans la vie privée.

Pour le gaz introduit, dès longtemps, dans les hôtels particuliers et, il y a peu d'années, chez les locataires d'appartement, la perception d'octroi afférente à la houille destinée à la production de mille litres (2), remplacée en 1856 par une taxe de 2 centimes payable par la Compagnie à mesure de la livraison de cette quantité au prix de 30 centimes, a presque toujours représenté le taux fiscal de 6 p. 100 sans compter le partage des bénéfices de la Compagnie avec la Ville, lequel élève ce taux considérablement.

VIII

L'ÉLECTRICITÉ.

L'électricité est aussi tributaire de l'octroi parisien quand elle est produite par des moteurs à vapeur et à raison du combustible brûlé (3). Des considérations analogues à celles qui viennent d'être exposées pour le gaz enlèvent presque tout intérêt aux calculs compliqués qui feraient ressortir la fiscalité sur l'éclairage adopté récemment pour quelques habitations particulières.

(1) Comme les éléments minéraux de l'éclairage à Paris sont les seuls qui ne proviennent que de l'étranger, il convient de remarquer que leur fiscalité est forcément augmentée des droits de douane.

La tarification de ceux-ci, fixée au poids, convertie, pour faciliter la comparaison avec l'octroi, en tarification au volume, a été, par hectolitre, en 1864, de 2^f,63 ; en 1871, de 26 fr ; en 1873, de 28 fr ; en 1881, de 20 fr., et elle est depuis juillet 1893. de 10 fr.

(2) Environ 4 kilogr. payant 0^f,0288 d'octroi depuis 1854 et à très peu près autant antérieurement.

(3) Un kilogramme de houille alimente environ pendant une heure 7 lampes de 16 bougies décimales.

IX

RÉSUMÉ.

En récapitulant les taux de la fiscalité sur les éléments de l'éclairage à Paris qui, pour la chandelle ont été de 0.15 à 29 p. 100, pour la bougie stéarique de 1.50 à 10 p. 100, pour la cire de 0.33 à 9 p. 100 et pour l'huile de 1 à 22 p. 100 (1), on constate que la chandelle a subi le plus fort assujettissement et cela au XVIII^e siècle, que l'huile n'a porté qu'un très léger poids sous tout l'ancien régime, mais en a porté un assez lourd après qu'eut cessé l'usage de la chandelle, que la proportion pour la cire a toujours été minime et que pour la bougie stéarique le taux, d'abord faible, ne s'est élevé dans ces dernières années que par la grande baisse du prix.

Ce n'est donc pas sans étonnement qu'on voit la fiscalité sur la chandelle, presque unique moyen d'éclairage pendant de longs siècles, acquérir bien avant la fin de l'ancien régime la plus grande intensité, tandis que la cire, accessible aux seuls riches, gardait sa faible taxation. On conçoit mieux que la bougie stéarique, allumée par toutes les classes de la population, n'ait été astreinte qu'à des droits de proportion modérée ; mais on est surpris que l'huile n'ait atteint que depuis le milieu de ce siècle un taux en rapport avec son emploi. En somme, on serait tenté, dénaturant une phrase célèbre, de dire que la fiscalité « a des raisons que la Raison ne connaît pas ».

Gustave BIENAYMÉ.
